

Élisabeth Guigou

Seine-Saint-Denis (6^{ème} circonscription)

Mandat(s)

Élue le 20 juin 2012; date de début de mandat : le 20 juin 2012 (Élections générales)

Groupe(s)

Membre du groupe politique Socialiste, républicain et citoyen [26 juin 2012]

NOMINATIONS

Commissions

Présidente de la commission des affaires étrangères [J.O. 29 juin 2012]

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 28 juin 2012]

Membre de droit du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques [J.O. 25 juillet 2012 - J.O. 15 janvier 2015]

Membre du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques [J.O. 25 juillet 2012 - J.O. 15 janvier 2015]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ([n°197](#)) le 11 septembre 2012

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques [J.O. 26 septembre 2012 - 22 novembre 2012]

Vice-Présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la programmation et à la gouvernance des finances publiques [J.O. 27 septembre 2012 - 22 novembre 2012]

Rapporteur de la proposition de résolution européenne sur l'ancrage démocratique du gouvernement économique européen ([n°203](#)) le 26 septembre 2012

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale le 3 juin 2014 [J.O. 4 juin 2014]

Vice-Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale le 4 juin 2014 [J.O. 5 juin 2014]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique ([n°2657](#)) le 16 juillet 2014

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc ([n°2725](#)) le 6 mai 2015

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi , après engagement de la procédure accélérée, autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (n°197) [26 septembre 2012] ([n°205](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution européenne de M. Christophe Caresche, rapporteur de la commission des affaires européennes sur l'ancrage démocratique du gouvernement économique européen (n°203) [26 septembre 2012] ([n°230](#))

Rapport d'information [n°1582](#) déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères sur l'Europe de la Défense [27 novembre 2013]

Rapport d'information [n°1955](#) déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires étrangères sur la "Contribution de la commission des affaires étrangères au débat sur l'avenir de l'Union européenne" [20 mai 2014]

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi , adopté par le Sénat après engagement de la procédure accélérée, autorisant la ratification de l'accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique (n°2657) [14 avril 2015] ([n°2719](#))

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi , après engagement de la procédure accélérée, autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (n°2725) [16 juin 2015] ([n°2870](#))

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Politique extérieure. Israël et territoires palestiniens. Bande de Gaza. situation politique](#) [21 novembre 2012] (p. 5410)

[Politique extérieure. Allemagne. Relations bilatérales](#) [24 janvier 2013] (p. 286)

[Logement. Habitat insalubre. Résorption. actions de l'État](#) [3 avril 2013] (p. 3554)

[Politiques communautaires. Politique de la défense. Perspectives](#) [19 décembre 2013] (p. 13491)

[Politique extérieure. Ukraine. Situation politique](#) [30 avril 2014] (p. 2675)

[Politiques communautaires. Politique économique. Croissance. contribution de la France](#) [2 juillet 2014] (p. 4985)

[Politique extérieure. Iraq. Situation des populations. attitude de la France](#) [11 septembre 2014] (p. 6173)

[Politique extérieure. Iran. Programme nucléaire. négociations](#) [8 avril 2015] (p. 3582)

[Politique extérieure. Iran. Énergie nucléaire. accord. perspectives](#) [16 juillet 2015] (p. 6704)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

[n°423](#), posée le 26 novembre 2013. Enseignement : personnel. Enseignants. Seine-Saint-Denis. recrutement. perspectives (J.O. Questions p. 12171). Appelée le 4 décembre 2013 (p. 12568)

[n°1012](#), posée le 28 avril 2015. Établissements de santé. Centres de lutte contre le cancer. Aubervilliers. maintien (J.O. Questions p. 3113). Appelée le 6 mai 2015 (p. 4271)

DÉBATS

(à compter du 26 juin 2012 et jusqu'au 19 juillet 2013)

Débat sur les résultats du Conseil
européen des 28 et 29 juin 2012

Son intervention [4 juillet 2012] ([p.1862](#))

Affaires étrangères : traité d'amitié
et de coopération avec l'Afghanistan

(Loi 2012-947 du 2 août 2012 autorisant la ratification du traité d'amitié et de coopération entre la République française et la République islamique d'Afghanistan)

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [25 juillet 2012]

Son intervention ([p.2459](#))

Déclaration du Gouvernement, en
application de l'article 50-1 de la
Constitution, sur les nouvelles perspectives
européennes et débat sur cette déclaration

Son intervention [2 octobre 2012] ([p.3114](#))

Union européenne : traité sur la stabilité, la
coordination et la gouvernance au sein de l'UEM

(Loi 2012-1171 du 22 octobre 2012 autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire)

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [3 octobre 2012]

Son intervention ([p.3175](#))

Son intervention sur la motion d'ajournement soulevée par M. André Chassaigne ([p.3228](#))

DISCUSSION DES ARTICLES [3 octobre 2012]

Article unique

Son intervention sur l'amendement 2 ([p.3231](#))

Budget : gouvernance des finances publiques

(Loi 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques)

1ère lecture

DISCUSSION DES ARTICLES [8 octobre 2012]

Article 7 bis

Son intervention sur l'amendement 21 ([p.3411](#))

Débat sur la prise en compte des orientations budgétaires européennes par le projet de loi de finances

Son intervention [15 octobre 2012] ([p.3666](#))

Débat préalable au Conseil européen

Son intervention [17 octobre 2012] ([p.3771](#))

Ancrage démocratique du gouvernement économique européen

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [27 novembre 2012]

Son intervention ([p.5815](#))

DISCUSSION DES ARTICLES [27 novembre 2012]

Article unique

Son intervention sur l'amendement 1 ([p.5828](#))

Déclaration du Gouvernement sur
l'engagement des forces françaises
au Mali et débat sur cette déclaration

Son intervention [16 janvier 2013] ([p.99](#))

Union européenne : adhésion de
la Croatie à l'Union européenne

(Loi 2013-99 du 28 janvier 2013 autorisant la ratification du traité
relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne)

1ère lecture

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [17 janvier 2013]

Son intervention ([p.141](#))

Débat sur le projet de fonds
européen d'aide aux plus démunis

Son intervention [24 janvier 2013] ([p.372](#))

Protéger les propriétaires contre les recours abusifs
invoquant l'illégalité des permis de construire
alors que l'arrêté de lotir n'a pas été contesté

1ère lecture

Proposition de loi n° 168 visant à protéger les propriétaires contre les recours abusifs
invoquant l'illégalité des permis de construire alors que l'arrêté de lotir n'a pas été
contesté

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [30 janvier 2013]

Son intervention ([p.584](#))

Société : ouverture du mariage
aux couples de même sexe

(Loi 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage
aux couples de personnes de même sexe)

1ère lecture

DISCUSSION DES ARTICLES [1^{er} février 2013]

Article 1er

Son rappel au règlement ([p.762](#))

Déclaration du Gouvernement sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'Union européenne et débat sur cette déclaration

Son intervention [20 février 2013] ([p.2011](#))

Débat sur le Mali : «Au-delà de l'intervention militaire, perspectives de reconstruction et de développement.»

Son intervention [27 février 2013] ([p.2384](#))

Déclaration du Gouvernement sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces françaises au Mali, débat et vote sur cette déclaration

Son intervention [22 avril 2013] ([p.4789](#))

Déclaration du Gouvernement, en application de l'article 50-1 de la Constitution, sur le programme de stabilité de la France pour 2013-2017, débat et vote sur cette déclaration

Son intervention [23 avril 2013] ([p.4875](#))

Justice : réforme du Conseil supérieur de la magistrature

1ère lecture

Projet de loi constitutionnelle n° 815 portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [28 mai 2013]

Son intervention ([p.5776](#))

Déclaration du Gouvernement sur le
Livre blanc sur la défense et la sécurité
nationale et débat sur cette déclaration

Son intervention [29 mai 2013] ([p.5839](#))

Débat sur Internet et la protection
des données personnelles

Son intervention [11 juin 2013] ([p.6262](#))